

# Perspectives

N°21/190 – 27 mai 2021

## MEXIQUE – Un survol pré-électoral

Le 6 juin prochain se tiendront les élections de mi-mandat : les scrutins sont fédéraux et locaux (renouvellement des 500 sièges de la Chambre des députés, des gouverneurs de quinze États et de divers postes dans les trente-deux États du pays). Il s'agit d'un moment décisif, puisqu'il inaugurerait la seconde moitié du mandat du président Andrés Manuel López Obrador (AMLO). La composition du Congrès déterminera la capacité du parti du président *Movimiento Regeneración Nacional* (MORENA) à mener les modifications législatives, voire constitutionnelles, nécessaires à la poursuite de son programme politique ou de la « Quatrième Transformation ». Les propositions-clés de « ladite transformation » qui ont coloré le programme électoral de MORENA en 2018<sup>1</sup> restent d'actualité. Elles visent notamment à : réduire la pauvreté et les inégalités avec la multiplication des programmes sociaux ; rendre l'éducation publique gratuite et améliorer la qualité de l'enseignement ; lutter contre la corruption et l'impunité ; améliorer l'État de droit ; réviser les réformes entreprises par le gouvernement de Peña Nieto (libéralisation du secteur de l'énergie) afin de parvenir à l'autosuffisance énergétique ; pratiquer une politique d'« austérité républicaine<sup>2</sup> ». Ces propositions sont mobilisées dans le cadre de la campagne électorale<sup>3</sup>.

Mais, où en est-on après deux années de mandat ? Même si la pandémie a contribué au creusement des fissures sociétales préexistantes, les progrès en termes de lutte contre la pauvreté et les inégalités, la criminalité, le trafic de drogue, la corruption ne semblent pas atteindre les attentes de l'administration AMLO.

En matière de politique sociale, l'administration a notamment procédé à une augmentation des ressources allouées et du taux de couverture des programmes sociaux (avec près de 70% de la population bénéficiant d'au moins une mesure de support) et a augmenté de 15% le salaire minimum en début d'année<sup>4</sup>. Mais, selon les estimations de la CEPAL<sup>5</sup>, entre 2019 et 2020, alors que le revenu par habitant aurait diminué de 10%, le taux de pauvreté serait passé de 41,5% à 50,6% (en moyenne, en Amérique latine, ce taux aurait crû de 30,5% à 33,7%) et l'extrême pauvreté aurait augmenté de plus de 8 points de pourcentage (p.p.) pour s'établir à 18,4% (hausse de 11,3% à 12,5% au niveau régional). Les évolutions du marché du travail reflètent également cette montée de la précarité. En avril 2020, pire moment de la pandémie, 12 millions de personnes avaient quitté la population active. En dépit de l'accalmie, entre les premiers trimestres 2020 et 2021, le nombre de personnes occupées a baissé de 2,1 millions<sup>6</sup> : un recul plus accusé dans le secteur informel (-5,5% pour un taux d'informalité de 55,1%) que dans le secteur formel (-2,6%). Début 2021, le taux de chômage s'élève à 4,4% (contre 3,4% au premier trimestre 2020). Par ailleurs, la précarité (population percevant un revenu du travail inférieur à la valeur du panier alimentaire) aurait augmenté de plus de 5 p.p. sur un an à 39,4% : hausse de la valeur monétaire du panier alimentaire de près de 4%, baisse du pouvoir d'achat de 4,8%. En outre, sur la période, les inégalités issues des revenus du travail (indice de Gini à 0,51) auraient augmenté : la perte de revenu du travail réel moyen s'est concentrée sur

<sup>1</sup> MORENA – « [Proyecto Alternativo de Nación 2018-2024](#) » – Plataforma Electoral y Programa de Gobierno.

<sup>2</sup> Il s'agit de réduire les dépenses courantes et d'augmenter les dépenses d'investissement public sans accroître les impôts ni le niveau d'endettement, grâce à une meilleure allocation des ressources en provenance notamment de la lutte contre la corruption.

<sup>3</sup> Site officiel du président AMLO – « [Por qué Luchamos](#) » - Programa del Movimiento Regeneración Nacional (MORENA).

<sup>4</sup> À noter cependant que la part de la population occupée percevant au moins le salaire minimum au Mexique est de 23,3% (INEGI, décembre 2020).

<sup>5</sup> CEPAL, ONU – « [Panorama Social de América latina 2020](#) » – mars 2021.

<sup>6</sup> Conseil National de l'Évaluation de la Politique de Développement Social (CONEVAL) – « [Información Referente a la Pobreza Laboral al Primer Trimestre de 2021](#) » – Comunicado n°5 – 18 mai 2021.

les plus bas revenus (premier et deuxième quintiles, diminutions de 40,8% et 11,5%, respectivement ; cinquième quintile, i.e. 20% des salariés ayant le revenu le plus élevé, diminution limitée à 1,5%).

Sur le plan sécuritaire, alors qu'AMLO avait promis de miser sur la prévention, il a fait de l'armée l'acteur central de son projet de transformation avec la création de la « Garde Nationale ». Cette force mixte civile et militaire, chargée de rétablir la sécurité publique en prolongeant la stratégie militaire contre les cartels, ne semble pas avoir apaisé la violence. Les dernières données publiées par le SNSP<sup>7</sup> révèlent une situation qui se détériore entre février et mars, avec la plus forte augmentation mensuelle de criminalité enregistrée depuis le début du mandat d'AMLO (avec notamment une hausse des homicides de 12,5% et du taux annuel de meurtres pour 100 000 habitants passé à 28,4). Les dépenses militaires sont toujours en hausse et les niveaux de transparence, responsabilité et surveillance civile, associés aux forces armées jugés très bas.

En matière d'investissement, AMLO a lancé fin 2019 le « Plan National d'Infrastructures », un programme incluant 147 projets de partenariat public-privé. Cependant, le président a pris une série de décisions critiquées par les milieux des affaires et les investisseurs étrangers : renégociations ou annulations de grands projets d'infrastructure (directement ou par « consultations populaires »), projets de loi qui interdiraient la délocalisation de l'emploi et décisions au profit des entreprises publiques (CFE et Pemex) au détriment de sociétés privées. La réforme du secteur de l'énergie annoncée par AMLO est actuellement largement débattue car elle vise à abroger les réformes historiques de 2013 ayant ouvert le secteur de l'énergie aux investisseurs étrangers. Depuis le début du mandat d'AMLO en décembre 2018, l'investissement fixe a chuté de 5% en 2019 et de 18% en 2020 ; il est peu probable que l'investissement atteigne la promesse de 25% du PIB.

Cependant, amender la Constitution nécessite une majorité qualifiée (deux tiers des sièges) dans les deux chambres du Congrès et une majorité simple dans au moins dix-sept des trente-deux congrès locaux. À l'heure actuelle, MORENA détient la majorité dans les congrès locaux et, par le biais de ses alliances<sup>8</sup>, la majorité qualifiée à la Chambre des députés mais n'atteint pas la majorité requise au Sénat pour réformer la Constitution.

Malgré une gestion contestée de la crise sanitaire<sup>9</sup>, la position d'AMLO reste solide avec, d'une part, une popularité élevée (taux d'approbation du président à 62% en mai) et, d'autre part, une opposition faible. Les partis politiques traditionnels, ses principaux rivaux<sup>10</sup>, ne sont pas parvenus à allier leurs forces et souffrent d'une désaffection généralisée du fait de nombreuses accusations de corruption. Selon les derniers sondages<sup>11</sup>, malgré un nombre d'électeurs indécis considérable (24%), MORENA est en tête des intentions de vote (42%) mais sa position législative dominante est en jeu. Les estimations suggèrent que MORENA pourrait perdre la majorité au Congrès (51% des sièges actuellement) mais que la coalition autour du parti de López Obrador conserverait une majorité simple tout en perdant la majorité qualifiée.

Bien que les résultats des élections de juin soient évidemment encore empreints d'une incertitude forte, le scénario politique risque de continuer d'offrir au gouvernement d'AMLO la possibilité de poursuivre les grands axes de sa politique économique<sup>12</sup> tout en le privant, *a priori*, de la possibilité de modifications constitutionnelles.

<sup>7</sup> Système National de Sécurité Publique (SNSP) – “Incidencia delictiva” – 25 avril 2021.

<sup>8</sup> La coalition électorale « Juntos Hacemos Historia », formée par Morena, le Partido del Trabajo (PT), le Partido Encuentro Solidario (PES) et le Partido Verde Ecologista (PVEM), détient 67% des sièges, soit la majorité qualifiée des deux tiers.

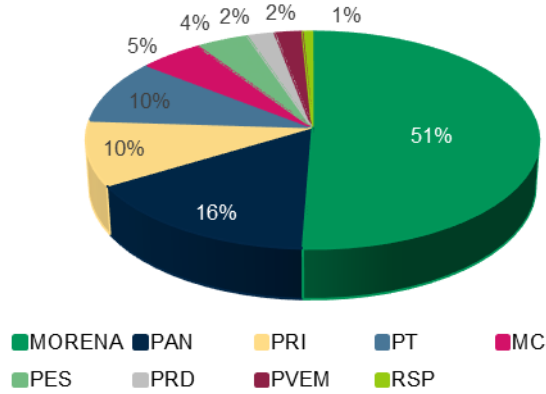
<sup>9</sup> En mai, avec un ratio de 175 morts pour 100 000 habitants, le Mexique est le 4<sup>e</sup> pays en termes de décès liés au Covid-19. L'OMS estime que 190 000 vies auraient pu être sauvées grâce à une meilleure gestion de la crise.

<sup>10</sup> Il s'agit des deux principaux partis traditionnels au Mexique. Ils forment actuellement la coalition « *Va por México* » avec le *Partido de la Revolución Democrática* (PRD) (28% des sièges à la Chambre basse).

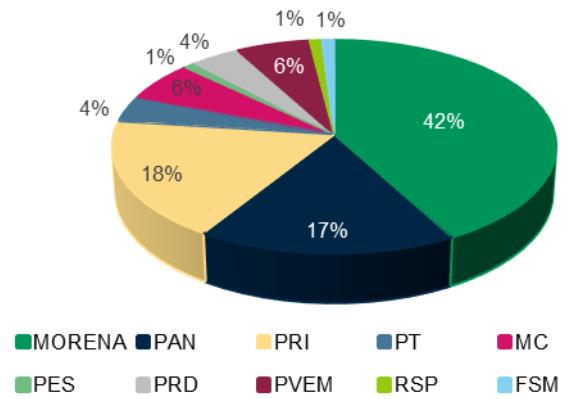
<sup>11</sup> Oraculus – Pools of pools – “Elección para la Cámara de Diputados 2021” – 17 mai 2021.

<sup>12</sup> Celles-ci incluent notamment la réforme du secteur énergétique et une réforme fiscale, dont le projet sera présenté en septembre lors de la publication formelle du paquet économique pour 2022. Déjà anticipée par le ministère des Finances, cette dernière réforme visera notamment à augmenter les recettes fiscales de 2% du PIB.

**Composition actuelle du Parlement**  
(nombre de sièges)



**Composition "prévue" (17 mai)**  
(intentions de vote)



Article publié le 21 mai 2021 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)